

1988, chapitre 35

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL, LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET LA LOI SUR LA FORMATION  
ET LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVRE**

---

**Projet de loi 31**

présenté par M. Pierre Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu

Présenté le 10 mai 1988

Principe adopté le 6 juin 1988

Adopté le 15 juin 1988

**Sanctionné le 17 juin 1988**

---

**Entrée en vigueur: le 17 juin 1988, à l'exception de l'article 1, du paragraphe 4° de l'article 5, de l'article 10, du paragraphe 2° de l'article 13, de l'article 15, de l'article 18 et de l'article 21 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989**

---

**Lois modifiées:**

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5)







## CHAPITRE 35

**Loi modifiant la Loi sur les relations du travail,  
la formation professionnelle et la gestion  
de la main-d'œuvre dans l'industrie de  
la construction et la Loi sur la formation  
et la qualification professionnelles  
de la main-d'œuvre**

*[Sanctionnée le 17 juin 1988]*

**LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

c. R-20,  
a. 1, mod.

**1. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) est modifié:**

**1° par l'insertion, après le paragraphe *k*, du suivant:**

**« *k.1*) « entrepreneur autonome »: un entrepreneur, titulaire d'une licence d'entrepreneur spécialisé délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1), qui exécute lui-même, pour autrui et sans l'aide de salariés:**

**i. des travaux de construction visés à la présente loi, si cette licence est relative aux sous-catégories « Entrepreneur de machineries lourdes » ou « Entrepreneur en excavation et terrassement »;**

**ii. des travaux d'entretien, de réparation et de rénovation mineure visés à la présente loi, si cette licence est relative à toute autre sous-catégorie; »;**

**2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *s* et après le mot « qui », de « , depuis au moins 6 mois, »;**

3° par la suppression du paragraphe *u*.

c. R-20,  
a. 4.1, mod.

**2.** L'article 4.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « établi par règlement du gouvernement » par les mots « qu'elle établit par règlement soumis à l'approbation du gouvernement ».

c. R-20,  
a. 5, mod.

**3.** L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement dans la troisième ligne du troisième alinéa des mots « établies par règlement du gouvernement » par les mots « qu'elle établit par règlement soumis à l'approbation du gouvernement ».

c. R-20,  
a. 7.2, aj.

**4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.1, du suivant:

Coopération

« **7.2** Toute personne concernée par des travaux de construction doit prendre les moyens nécessaires pour permettre à la Commission et à toute personne qu'elle autorise à cette fin d'exercer les pouvoirs prévus à l'article 7.1. ».

c. R-20,  
a. 19, mod.

**5.** L'article 19 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa et après le mot « permanents », de « et par des salariés qui les remplacent temporairement, »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 8° du premier alinéa, de «, de même que par des salariés qu'ils embauchent directement pour remplacer temporairement ces salariés permanents »;

3° par l'addition, après le paragraphe 8° du premier alinéa, du suivant:

« 9° aux travaux suivants, exécutés pour une personne physique, agissant pour son propre compte et à ses fins personnelles et exclusivement non lucratives:

i. d'entretien, de réparation, de rénovation et de modification d'un logement qu'elle habite;

ii. de construction d'un garage ou d'une remise annexe à un logement qu'elle habite, qu'il lui soit contigu ou non. »;

4° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

**Interdiction** « Une personne physique faisant affaires pour son propre compte, autre qu'un entrepreneur autonome, ne peut exécuter pour autrui et sans l'aide de salariés des travaux de construction.

**Entrepreneur autonome** Dans la présente loi et ses règlements, un entrepreneur autonome est réputé être un employeur.

**Employeur professionnel** Un employeur professionnel ne peut directement ou par intermédiaire retenir les services d'un entrepreneur autonome pour l'exécution de travaux de construction, à l'exception d'un entrepreneur autonome compris dans les sous-catégories « Entrepreneur de machineries lourdes » ou « Entrepreneur en excavation et terrassement ».

**Entrepreneur non compris dans les sous-catégories** Une personne autre qu'un employeur professionnel peut retenir les services d'un entrepreneur autonome qui n'est pas compris dans les sous-catégories « Entrepreneur de machineries lourdes » ou « Entrepreneur en excavation et terrassement », seulement pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation et de rénovation mineure.

**Interdiction** Une personne autre qu'un employeur professionnel ne peut simultanément faire exécuter sur un même chantier des travaux d'entretien, de réparation et de rénovation mineure par plus d'un entrepreneur autonome de quelque sous-catégorie que ce soit, sauf des sous-catégories « Entrepreneur de machineries lourdes » ou « Entrepreneur en excavation et terrassement ».

**Rémunération minimum** L'entrepreneur autonome doit exiger une rémunération au moins égale, sur une base horaire, à la rémunération en monnaie courante et aux indemnités ou avantages ayant une valeur pécuniaire déterminés par une convention collective ou un décret pour un salarié exécutant de semblables travaux, à l'exclusion des avantages relatifs à un régime complémentaire d'avantages sociaux. ».

c. R-20,  
a. 81, mod. **6.** L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe c du premier alinéa, du suivant:

« c.1) recouvrer tant du salarié visé au paragraphe c qui exécute des travaux de construction sans être titulaire du certificat de compétence requis pour les travaux qu'il exécute que de son employeur, une somme supplémentaire égale à 20 % de la différence entre le montant obligatoire et celui effectivement payé; »;

2° par le remplacement du paragraphe *f* du premier alinéa par le suivant :

« *f*) à toute heure raisonnable et même au lieu du travail, requérir de tout employeur ou de tout salarié les renseignements jugés nécessaires ou exiger de ces personnes qu'elles fournissent ces renseignements par écrit à la Commission dans un délai de 10 jours francs suivant la remise d'une demande écrite à cet effet ou suivant le jour où cette demande leur est laissée par tout moyen approprié; »;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

Recours

« La Commission peut exercer les recours visés aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa contre toute personne tenue de payer au salarié le salaire qui lui est dû. ».

c. R-20,  
a. 81.0.1, aj.

**7.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 81, du suivant :

Renseignements  
nécessaires

« **81.0.1** Malgré toute autre disposition de la présente loi, la Commission peut, au moyen d'une demande écrite à cet effet, requérir de toute personne visée à l'article 7.2 et de toute association qu'elles lui fournissent, par écrit ou de la manière indiquée par la Commission, dans un délai de 10 jours francs de l'expédition de cette demande, tout renseignement et copie de tout document conforme à l'original jugés nécessaires pour assurer l'exercice des fonctions de la Commission. ».

c. R-20,  
a. 81.1,  
mod.

**8.** L'article 81.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « visé au paragraphe *e* de l'article 81 ».

c. R-20,  
a. 81.2, aj.

**9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 81.1, du suivant :

Recouvrement  
des  
sommes

« **81.2** La Commission verse dans un fonds prévu au paragraphe 8° de l'article 4 qu'elle détermine, les sommes qu'elle recouvre en vertu du paragraphe *c.1* de l'article 81. ».

c. R-20,  
a. 82, mod.

**10.** L'article 82 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *b* du premier alinéa, de « , et notamment les heures effectuées par l'entrepreneur autonome »;

2° par la suppression du paragraphe *b.1* du premier alinéa;

3° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *c* du premier alinéa, de «ou, le cas échéant, de l'artisan qui travaille autrement qu'aux fins personnelles autres que commerciales ou industrielles d'une personne physique»;

4° par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe 2° du paragraphe *c* du premier alinéa de «l'artisan, 1 % de sa rémunération» par «l'entrepreneur autonome, 1 % de sa rémunération à ce titre».

c. R-20,  
a. 83, remp.

**11.** L'article 83 de cette loi est remplacé par les suivants:

Infraction et  
peine

**«83.** Commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, des amendes prévues à l'article 120:

1° tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci les renseignements prévus au paragraphe *a* de l'article 82;

2° tout employeur qui n'accorde pas sur demande à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paye prévu au paragraphe *a* de l'article 82;

3° toute personne qui n'accorde pas à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès à un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou à un établissement d'un employeur.

Infraction et  
peine

**«83.1** Un salarié ou un employeur qui fait défaut de se conformer à une demande de la Commission en vertu du paragraphe *f* de l'article 81 commet une infraction et est passible, pour chaque jour que dure l'infraction, en outre du paiement des frais, d'une amende de 125 \$ dans le cas d'un individu et de 575 \$ dans le cas de toute autre personne.

Infraction et  
peine

**«83.2** Toute personne ou toute association qui fait défaut de se conformer à une demande de la Commission en vertu de l'article 81.0.1 commet une infraction et est passible, pour chaque jour que dure l'infraction, en outre du paiement des frais, d'une amende de 125 \$ dans le cas d'un individu, de 575 \$ dans le cas de toute autre personne ou d'une association.».

c. R-20,  
a. 84, mod.

**12.** L'article 84 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, du nombre «350» par le nombre «575».

c. R-20,  
a. 92, mod.

**13.** L'article 92 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant:

Transfert de  
certaines  
sommes

« 3.1 La Commission peut, conformément à la loi, conclure une entente avec toute personne ou association pour permettre le transfert réciproque, en tout ou en partie, de sommes accumulées au crédit d'un bénéficiaire d'un régime complémentaire d'avantages sociaux qu'elles administrent. La Commission peut établir par règlement les modalités nécessaires pour donner effet à une telle entente. »;

2° par la suppression du paragraphe 4.

c. R-20,  
a. 114, ab.

**14.** L'article 114 de cette loi est abrogé.

c. R-20,  
a. 119.1,  
mod.

**15.** L'article 119.1 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes 5° et 6°.

c. R-20,  
a. 120, mod.

**16.** L'article 120 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « loi », de « , d'un décret »;

2° par le remplacement dans le paragraphe *b* des mots « d'une corporation » par les mots « de toute autre personne ».

c. R-20,  
a. 122, mod.

**17.** L'article 122 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la sixième à la dixième lignes du premier alinéa du paragraphe 4 par ce qui suit: « commet une infraction et est passible en outre du paiement des frais:

*a)* dans le cas d'un individu, d'une amende de 1 000 \$;

*b)* dans le cas de toute autre personne ou d'une association, d'une amende de 2 000 \$;

*c)* pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende égale au double des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas;

*d)* pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende égale au triple des amendes prévues aux sous-paragraphes *a* ou *b*, selon le cas. »;

2° par la suppression du deuxième alinéa du paragraphe 4;



3° par le remplacement de la quatrième à la sixième lignes du paragraphe 5 de tout ce qui suit « sur poursuite sommaire, » par « en outre du paiement des frais, des amendes prévues à l'article 120. ».

c. R-20,  
mots sup-  
primés

**18.** Cette loi est modifiée par la suppression des mots « des artisans », « d'un artisan » et « un artisan » dans le paragraphe 5° de l'article 4, l'article 18.2, le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 80.1, les articles 85.1, 85.5 et 85.6 et les paragraphes 1°, 2° et 7° de l'article 119.1, avec les adaptations nécessaires.

c. F-5, a. 1,  
mod.

**19.** L'article 1 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5) est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *b* et après les mots « de la présente loi », de « ou inscrit conformément à un programme établi en vertu du chapitre II.1 »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe *f*, des mots « ou qui est visé par un programme établi en vertu du chapitre II.1 ».

c. F-5, chap.  
et a. 29.1,  
aj.

**20.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du chapitre suivant :

## « CHAPITRE II.1

### « FORMATION ET QUALIFICATION FACULTATIVES

Programmes  
de forma-  
tion et de  
qualification

**« 29.1** Le ministre peut établir des programmes de formation et de qualification professionnelles à l'égard d'un métier ou d'une profession dont l'exercice n'est pas réglementé en vertu de la présente loi. Ces programmes peuvent notamment déterminer :

1° les activités comprises dans ce métier ou cette profession;

2° les conditions d'admission à l'apprentissage et aux examens et les conditions d'obtention du certificat de qualification;

3° les matières d'examens et les certificats de qualification auxquels ils conduisent;

4° les droits exigibles pour la passation des examens, la délivrance et le renouvellement des certificats de qualification et du carnet de l'apprenti;

5° toute autre mesure connexe ou supplétive jugée nécessaire pour donner effet à ces programmes. ».

Régimes  
complémentaires  
d'avantages  
sociaux

**21.** La Commission de la construction du Québec peut établir par règlement les modalités nécessaires pour maintenir, durant la période de temps qu'elle détermine, les régimes complémentaires d'avantages sociaux en faveur des salariés et des artisans qui le 31 décembre 1988 participent à ces régimes et dont des travaux qu'ils effectuent cessent d'être assujettis à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction. Ce règlement détermine le montant de leurs cotisations et de leurs contributions à ces régimes.

Dispositions  
applicables

L'article 15 et les premier et troisième alinéas de l'article 123.3 de cette loi s'appliquent à ce règlement.

Tâches du  
métier de  
charpentier-  
menuisier

**22.** Les travaux suivants sont réputés être les tâches du métier de charpentier-menuisier en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) et du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la construction (R.R.Q., c. F-5, r.4), savoir, les travaux de charpente de structure soit :

1° la confection et la mise en place de coffrages pour des assises, des piliers, des murs, des colonnes, des dalles et des escaliers;

2° l'érection de murs de soutènement, de poutres, de solives, de cloisons portantes, de charpentes à porte-à-faux, d'escaliers et de toitures.

Certificat de  
qualifica-  
tion, carte  
d'apprentis-  
sage, attes-  
tation  
d'expérience

Un certificat de compétence-compagnon et un certificat de compétence-apprenti valides, délivrés en vertu du Règlement sur la délivrance des certificats de compétence (Décret 673-87 du 29 avril 1987) de même qu'un certificat de qualification, une carte d'apprentissage et une attestation d'expérience valides, délivrés en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (R.R.Q., c. F-5, r.3), relatifs aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et de charpentier-menuisier ou relatifs à une spécialité ou une tâche de ces métiers, sont réputés être, selon le cas, un certificat de qualification, une carte d'apprentissage ou une attestation d'expérience valides, délivrés en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la construction, et correspondant à ce métier, cette spécialité ou cette tâche de ce métier.

Disposition  
applicable

Le présent article ne s'applique qu'aux travaux visés au paragraphe 9° du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction. Il cesse d'avoir effet à la date fixée dans un règlement visé à l'article 30 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

Entrée en  
vigueur

**23.** La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1988 sauf l'article 1, le paragraphe 4° de l'article 5, l'article 10, le paragraphe 2° de l'article 13, l'article 15, l'article 18 et l'article 21 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.